

Thème 1 : Comprendre un régime démocratique : la démocratie

Introduction :

Quelles sont d'après vous les principales caractéristiques d'une démocratie ? Prenez l'exemple d'un pays, comme le Canada. Notez vos idées dans la 1^{ère} colonne du tableau.

Caractéristiques d'une démocratie



3 Une manifestation devant le Parlement canadien, Ottawa, janvier 2013

En 2012, un projet de loi présenté par le gouvernement, menaçant la protection des terres indiennes, provoque le mouvement *Idle no more* (Halte à l'inaction). Créé par quatre femmes autochtones, il réclame le retrait du projet et alerte plus généralement sur les violations des droits des Premières nations (indiennes). Le mouvement obtient une suspension de la loi.

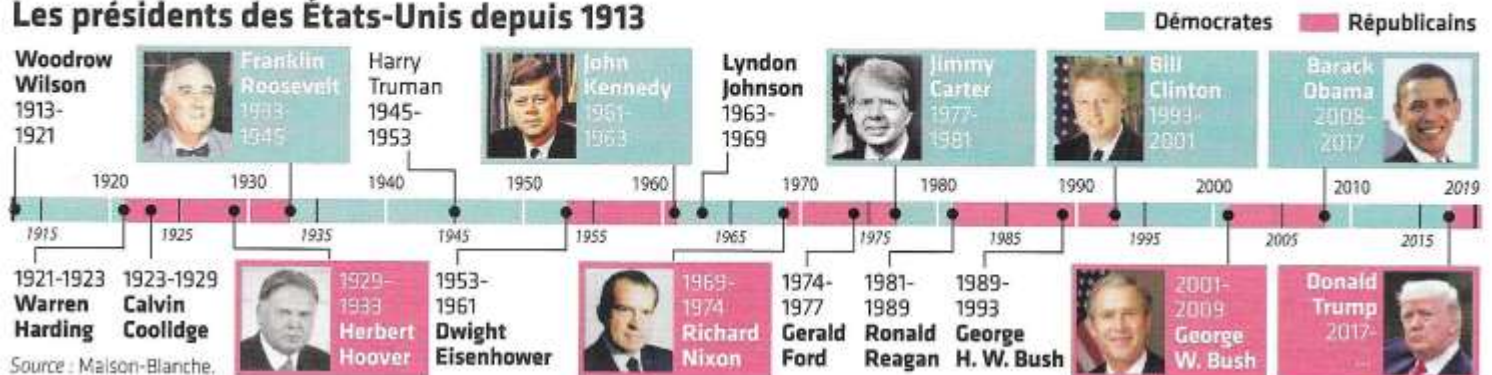


REPERES

► 1982 Adoption de la Constitution actuelle du Canada ; elle contient la Charte canadienne des droits et libertés.

3 L'alternance politique : l'exemple des États-Unis

Les présidents des États-Unis depuis 1913





1 Des élections libres et régulières

Panneaux électoraux en République fédérale d'Allemagne, septembre 2017.

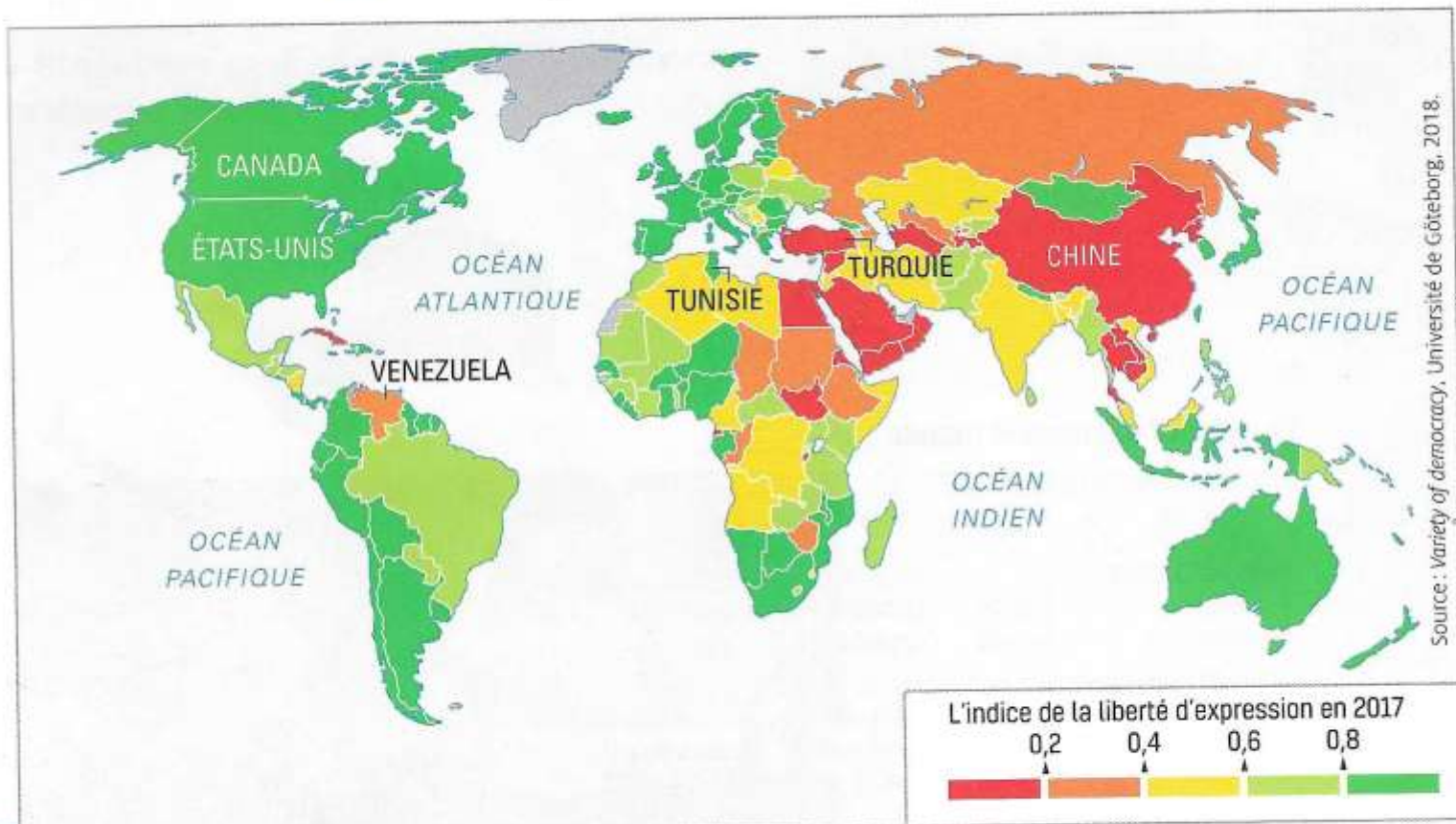


5 Le dessin satirique, symbole de la liberté de la presse

En 2015, Justin Trudeau, 43 ans, du Parti libéral, remporte les élections législatives et devient Premier ministre du Canada. Les dessins satiriques soulignent son jeune âge et son ambition politique.

Le Devoir, Montréal, 21 octobre 2015.

La liberté d'expression dans le monde



REPÈRES

19

de
un
de
de
pa
el
le
in
et
pa
fo

1 La mesure de la liberté d'expression en 2017

L'indice de la liberté d'expression est construit à partir de trois critères : le respect par le gouvernement de la liberté de la presse et des médias, la liberté d'expression des citoyens en privé comme en public, la liberté d'expression des intellectuels et des artistes.

Quelles formes peut prendre une démocratie ?

Caractéristiques d'une démocratie

① Le logo de la France



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Comment définir une démocratie ?

Comparez démocraties et dictatures : quelles différences observez-vous ? Quelles sont les caractéristiques d'une dictature ?

L'exemple de la Corée du Nord

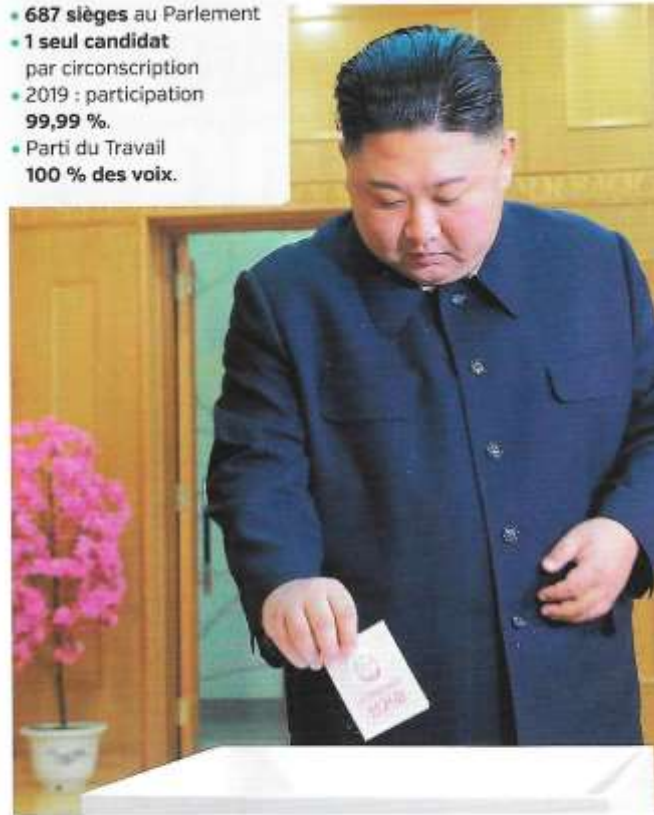


1 Un régime fort soutenu par l'armée

Photographie du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un entouré de militaires, en août 2017.

En Corée du nord

- 687 sièges au Parlement
- 1 seul candidat par circonscription
- 2019 : participation 99,99 %.
- Parti du Travail 100 % des voix.



1 Les élections en Corée du Nord

Vote de Kim Jong-un, le 10 mai 2019, pour les élections législatives qui désignent le Parlement pour 5 ans. Le Parti du Travail, communiste, dirige la Corée du Nord depuis 1945, avec à sa tête le grand-père puis le père de Kim Jong-un, lui-même au pouvoir depuis 2011.

2 Les caractéristiques d'un régime autoritaire : l'exemple de la Corée du Nord

« La Corée du Nord se fait appeler la République populaire de Corée. Sa philosophie politique, appelée Juche, est unique : elle mêle nationalisme forcené, communisme et autosuffisance.

C'est en vérité l'État le moins démocratique du monde : il n'est pas gouverné par le peuple et il n'est pas une république. C'est une dynastie établie par une famille et un parti. Au test "Êtes-vous une dictature ?", la Corée du Nord coche toutes les cases : arrestations arbitraires, tortures, procès factices, camps d'internement, censure, règne par la terreur, corruption, et une litanie d'horreurs sans comparaison au XXI^e siècle. Des images satellites et les témoignages de victimes suggèrent qu'au moins cent cinquante mille prisonniers politiques sont détenus dans d'immenses camps de travail et de "rééducation" [...].

Quand on regarde les vidéos des scènes d'hystérie de masse suivant la mort de Kim Jong-il en 2011, où l'on voit des Nord-Coréens le pleurer à chaudes larmes, on note que les premiers rangs sont remplis de gens qui sanglotent et qui crient, mais que l'expression du deuil diminue dans les rangées suivantes. Est-ce parce que les gens du premier rang savent que la caméra est braquée sur eux, et qu'ils doivent agir ainsi pour leur propre sécurité ? Est-ce que les fidèles du Parti ont été placés devant ? Ou s'agit-il de gens ordinaires sincèrement endeuillés, se laissant aller à une version nord-coréenne plus extrême des effusions émotionnelles qu'on a pu voir au Royaume-Uni à la mort de Diana ?

Quoi qu'il en soit, la République populaire démocratique de Corée continue de jouer au fou plus ou moins dangereux. [...] La capitale de la Corée du Sud, la mégapole de Séoul [...] qui abrite la plupart des centres industriels et financiers du pays [...] est à portée de tir de l'armée nord-coréenne. [...] Le Nord a aussi prouvé qu'il pouvait atteindre Tokyo avec des missiles balistiques. »

Tim Marshall, *Prisonniers de la géographie*, © J. C. Lottès, 2018.

En Corée du nord

- 687 sièges au Parlement
- 1 seul candidat par circonscription
- 2019 : participation 99,99 %
- Parti du Travail 100 % des voix.



1 Les élections en Corée du Nord

Vote de Kim Jong-un, le 10 mai 2019, pour les élections législatives qui désignent le Parlement pour 5 ans. Le Parti du Travail, communiste, dirige la Corée du Nord depuis 1945, avec à sa tête le grand-père puis le père de Kim Jong-un, lui-même au pouvoir depuis 2011.

Caractéristiques d'une dictature



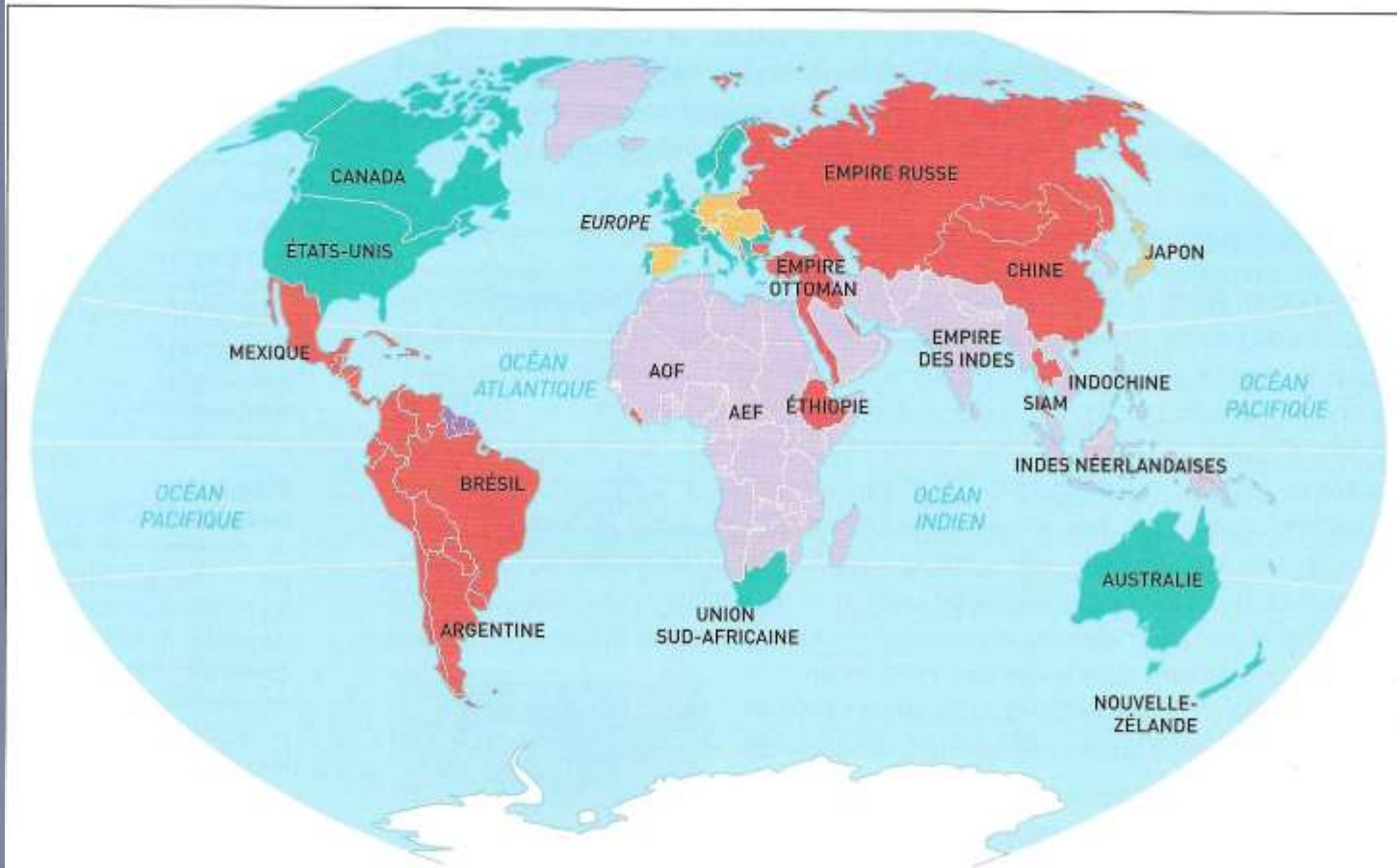
1 Un régime fort soutenu par l'armée

Photographie du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un entouré de militaires, en août 2017.


Bilan : comment a évolué la démocratie depuis 1914 ?


1914

Des États démocratiques peu nombreux



Les régimes politiques en 1914

 Démocraties libérales

 Régimes autoritaires où les pouvoirs du souverain sont limités par un Parlement

 Régimes autoritaires

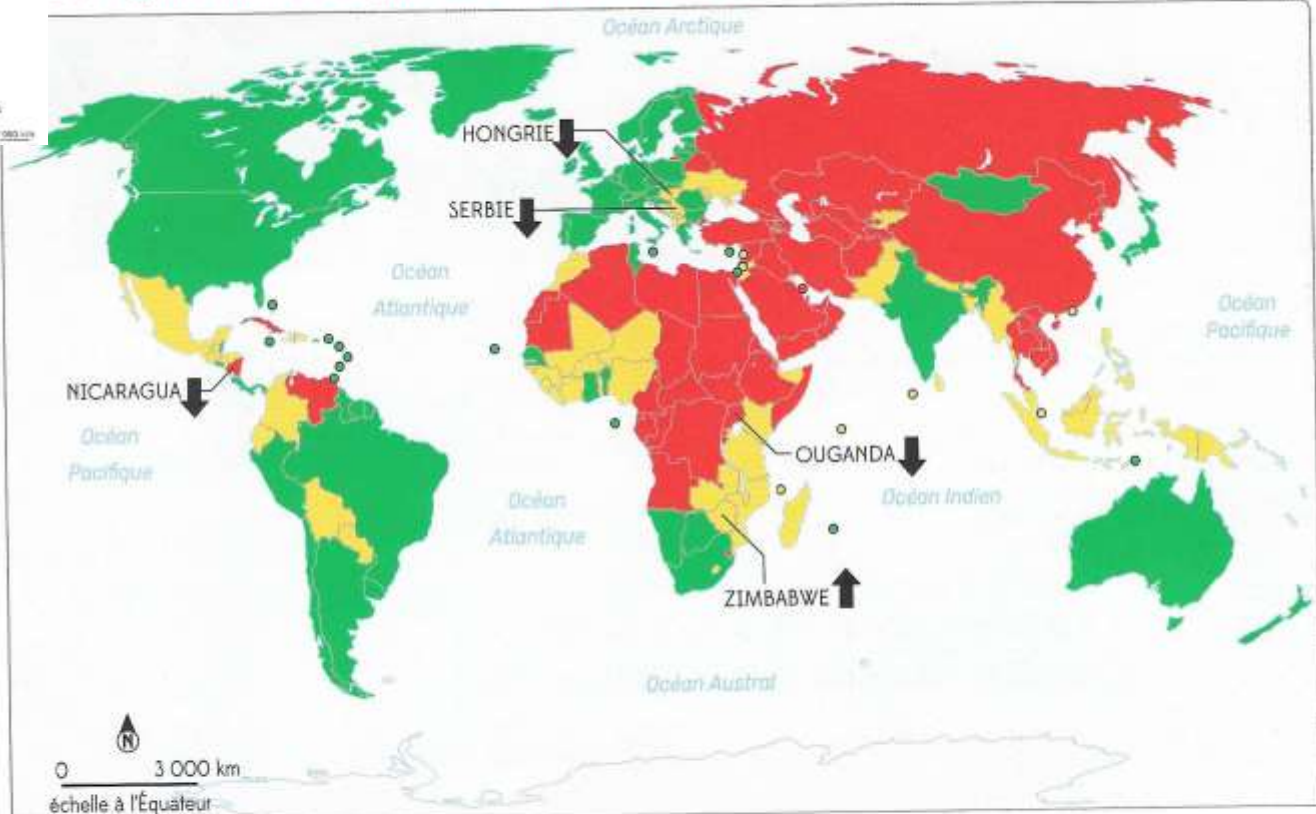
 Monde dominé

2 000 km



Les régimes politiques en 1914
 ■ Démocratie libérale ■ Régimes autoritaires ou les pouvoirs du souverain sont exercés par le Parlement ■ Régimes autoritaires ■ Monarchie domiale

Les régimes démocratiques dans le monde en 2016



Pays dont le fonctionnement est :
 ■ Démocratique ■ Partiellement démocratique ■ Non démocratique

Pays dont la situation
 ↓ a dégénéré ↑ s'est améliorée
 depuis le précédent rapport (2018)

Classement annuel établi chaque année par l'ONG américaine Freedom House à partir de données sur les droits politiques, les libertés civiles, le pluralisme politique, l'indépendance de la justice... Les États sont classés du plus démocratique (1^{er}) au moins démocratique (195^e).

Source : Freedom House, rapport 2019.

Devoirs : lire la leçon p. 38

I) Penser la démocratie : démocratie directe et démocratie représentative

- A) Une démocratie directe mais limitée : être citoyen à Athènes au Ve s.

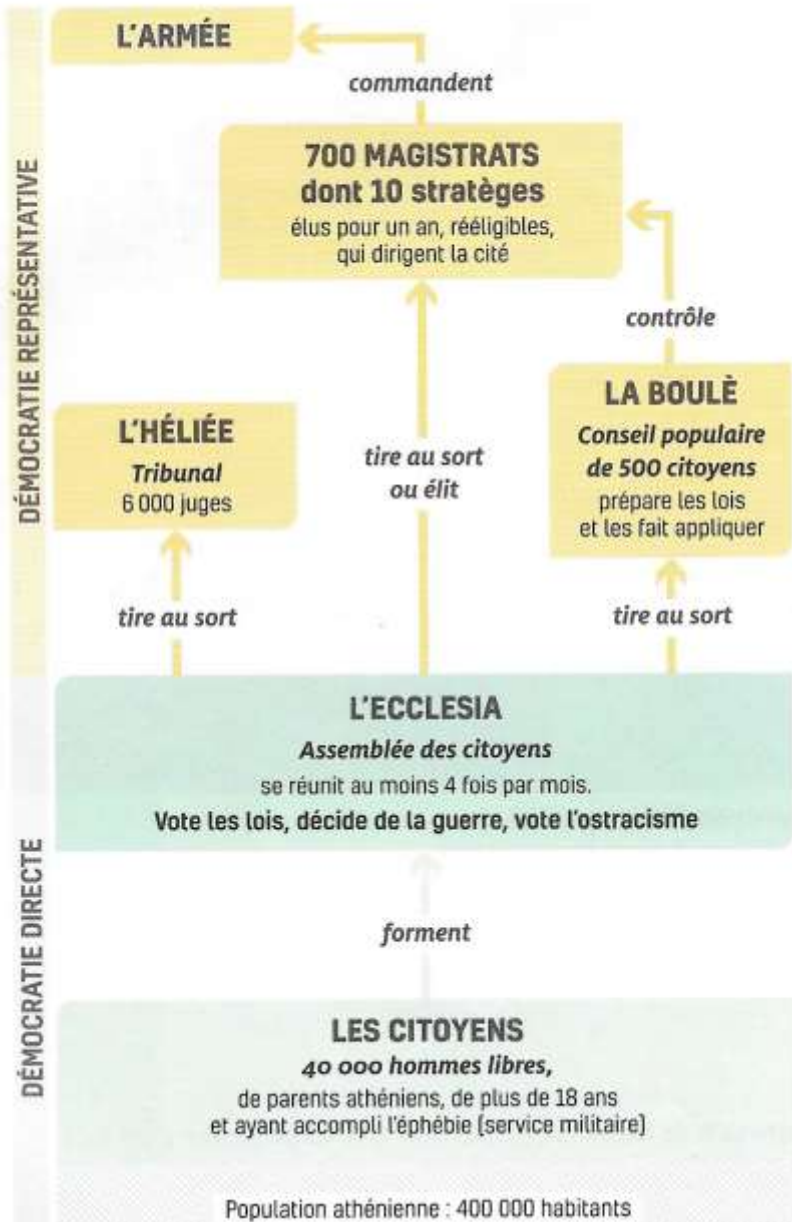
Activité (30 mn) : A l'aide des documents 1 et 5 p. 43 et de la frise chronologique ci-dessous, complétez le tableau de votre feuille p. 3 :

1 Les grandes étapes de la démocratie



2 La population athénienne au V^e siècle avant J.-C.





Peut-on parler de démocratie à Athènes au Ve s. avant JC ?

Oui, car ...

Un regard contemporain

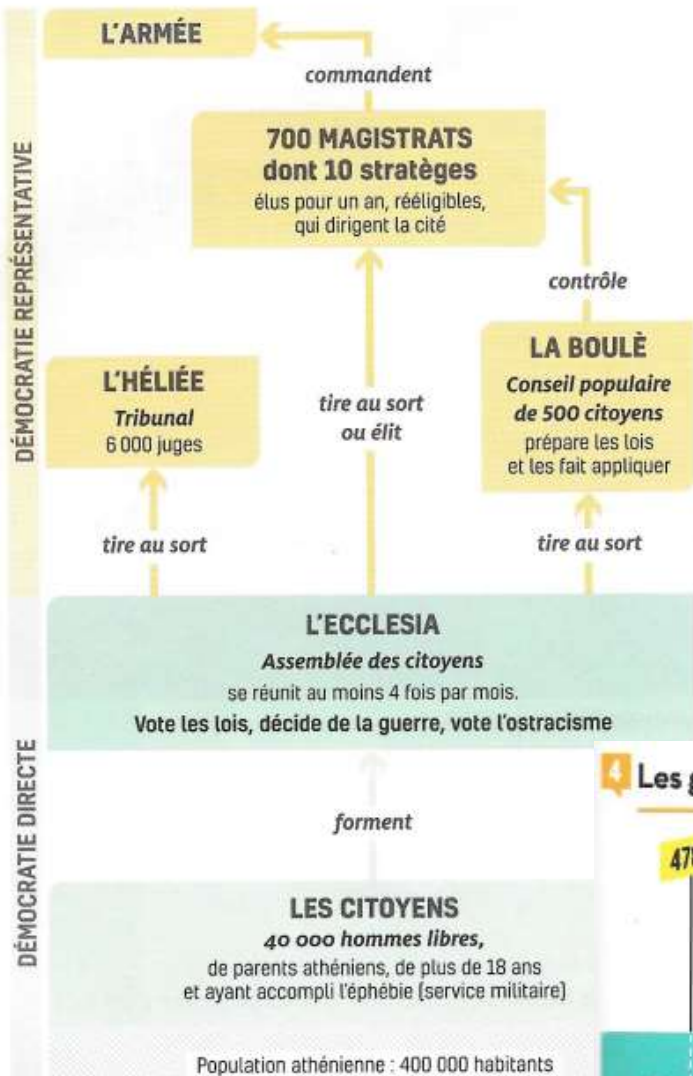
La formule qui figure le plus souvent en tête des décrets athéniens, *edoxe tô demô* (le *démô* a décidé), témoigne que la souveraineté, le pouvoir de décision, réside dans le vote de l'assemblée des citoyens. Mais il va de soi que les citoyens ne siégeaient pas tous sur la Pnyx. On a évalué à 9 000 le nombre de ceux qui pouvaient s'y rassembler. Autrement dit, les décisions n'étaient prises que par un quart environ des citoyens. [...] Prendre la parole devant une foule de plusieurs milliers de personnes impliquait une maîtrise de la parole, ce qui explique que l'on ait très vite tenu les orateurs comme un élément essentiel du système démocratique, comme des « professionnels » de la politique, dont la mission était de guider le *démô*. D'où le terme de « démagogue », qui n'avait pas à l'origine de sens péjoratif [...], dans la mesure où, pour s'assurer l'appui du *démô*, les orateurs chercheront d'abord à lui plaire. [...] Ces orateurs formaient, avec les stratèges, une classe politique distincte de la masse des citoyens.

Claude Mossé, *Regards sur la démocratie athénienne*,
© Perrin (Place des éditeurs), 2013.



Peut-on parler de démocratie à Athènes au Ve s. avant JC ?

Non, la démocratie athénienne présente des particularités et des limites...



De quel type de démocratie s'agit-il ?

Les grandes étapes de la démocratie



B) Participer ou être représenté : Benjamin Constant, « liberté des Anciens, liberté des Modernes »

BIOGRAPHIE



- **Benjamin Constant (1767-1830)**
 - Romancier et homme politique, né en Suisse, il soutient la République
 - Rejoint Bonaparte en 1799, nommé au Tribunat, mais il rejoint l'opposition réclamant que le Tribunat ait un vrai rôle législatif. Il en est exclu en 1802.
 - A partir de 1801, il anime à Coppet, près de Genève, un cercle d'artistes et d'écrivains libéraux et romantiques auprès de Germaine de Staël.
 - Son ralliement à Bonaparte pendant les Cent-Jours le discrédite sous la Restauration. Il rejoint l'opposition et s'oppose aux partisans du rétablissement d'une monarchie absolue.
 - Élu député de la Sarthe en 1819, il milite pour la liberté de la presse, de religion, des échanges, contre l'esclavage
 - Dans son discours *De la Liberté des Anciens comparée à celle des Modernes* prononcé à l'Athénée royal (Paris), une société d'enseignement libre à destination du grand public, il appelle à un plus grand contrôle des pouvoirs et des représentants élus.

2

La « liberté des Anciens », désormais dépassée ?

La liberté des Anciens consistait à exercer collectivement, mais directement, plusieurs parties de la souveraineté toute entière, à délibérer, sur la place publique, de la guerre et de la paix, à conclure avec les étrangers des traités d'alliance, à voter les lois, à prononcer les jugements, à examiner la gestion des magistrats, à les faire comparaître devant tout le peuple, à les mettre en accusation, à les condamner ou à les absoudre; mais en même temps que c'était là ce que les Anciens nommaient liberté, ils admettaient comme compatible avec cette liberté collective l'assujettissement complet de l'individu à l'autorité de l'ensemble. Vous ne trouvez chez eux presque aucune des jouissances faisant partie de la liberté chez les modernes. Toutes les actions privées sont soumises à une surveillance sévère. Rien n'est accordé à l'indépendance individuelle, ni sous le rapport des opinions, ni sous celui de l'industrie, ni surtout sous le rapport de la religion.

Benjamin Constant,

De la Liberté des Anciens comparée à celle des Modernes, 1819.

1

Le libéralisme selon Benjamin Constant

J'ai défendu depuis quarante ans le même principe: liberté en tout, en religion, en littérature, en philosophie, en industrie, en politique, par liberté j'entends le triomphe de l'individualité, tant sur l'autorité qui voudrait gouverner par le despotisme que sur les masses qui réclament le droit d'asservir la minorité.

Benjamin Constant, *Écrits politiques*, Édition de Marcel Gauchet, Gallimard, Folio, 1997.

Doc. 1 et 3 p. 44 : comment Benjamin Constant définit-il la « liberté des Modernes » ?

Doc. 3 : quel type de démocratie est évoquée dans la dernière phrase du texte ?

3

La représentation, condition de la « liberté des Modernes »

La liberté des modernes, c'est pour chacun le droit de n'être soumis qu'aux lois, de ne pouvoir être ni arrêté, ni détenu, ni mis à mort, ni maltraité d'aucune manière, par l'effet de la volonté arbitraire d'un ou de plusieurs individus. C'est pour chacun le droit de dire son opinion, de choisir son industrie et de l'exercer, de disposer de sa propriété, d'en abuser même; d'aller, de venir sans en obtenir la permission. C'est, pour chacun, le droit de se réunir à d'autres individus, soit pour conférer sur ses intérêts, soit pour professer le culte que lui et ses associés préfèrent, soit simplement pour remplir ses jours d'une manière plus conforme à ses fantaisies. Enfin, c'est le droit, pour chacun, d'influer sur l'administration du Gouvernement, soit par la nomination de tous ou de certains fonctionnaires, soit par des représentations, des pétitions, des demandes, que l'autorité est plus ou moins obligée de prendre en considération.

Benjamin Constant,
De la Liberté des Anciens comparée à celle des Modernes, 1819.

Conclusion :

- Le discours de Benjamin Constant est toujours d'actualité aujourd'hui. Benjamin Constant nous met en garde contre les risques du désintérêt de la politique. Les citoyens doivent, pour conserver leurs libertés, investir le champ de la discussion publique et ne pas hésiter à juger ou révoquer leurs représentants s'ils ne sont pas dignes de leurs fonctions.

Devoirs : lire le cours du manuel p. 52 et 53 et prendre des notes pour compléter la leçon.

II) Avancées et reculs des démocraties



9 novembre 1989 : chute du mur de Berlin, symbole de l'avènement de la démocratie libérale dans l'ensemble de l'Allemagne réunifiée, et plus largement en Europe de l'Est.

Les populations des deux parties de Berlin se rejoignent et le processus de réunification du pays met fin à la République Démocratique Allemande, régime autoritaire communiste.

II) Avancées et reculs des démocraties



Été 2018 : de violentes manifestations éclatent dans l'ancienne Allemagne de l'Est, pour dénoncer l'accueil des migrants par le gouvernement.

À Chemnitz, des slogans agressifs sont clamés : « Nous sommes multicolores, jusqu'à ce que le sang coule ». Cette brutalité fait craindre un recul des valeurs démocratiques.



Dans quelle mesure le contexte international favorise-t-il l'émergence des régimes démocratiques ?

9 novembre 1989 : chute du mur de Berlin, symbole de l'avènement de la démocratie libérale dans l'ensemble de l'Allemagne réunifiée, et plus largement en Europe de l'Est. Les populations des deux parties de Berlin se rejoignent et le processus de réunification du pays met fin à la République Démocratique Allemande, régime autoritaire communiste.

II) Avancées et reculs des démocraties



À quels dangers font face les régimes démocratiques ?

été 2018 : de violentes manifestations éclatent dans l'ancienne Allemagne de l'Est, pour dénoncer l'accueil des migrants par le gouvernement. À Chemnitz, des slogans agressifs sont clamés : « Nous sommes multicolores, jusqu'à ce que le sang coule ». Cette brutalité fait craindre un recul des valeurs démocratiques.

A) L'inquiétude de Tocqueville : de la démocratie à la tyrannie ?

<https://education.francetv.fr/matiere/philosophie/terminale/video/de-la-democratie-en-amerique-de-tocqueville>

BIOGRAPHIE



Travail en groupe : répondez sur une feuille aux questions suivantes :

- Question 1 : Comment la démocratie favorise-t-elle la liberté selon Tocqueville (doc. 4) ?
- Question 2 : Quels risques menacent la démocratie selon Tocqueville (doc. 1) ?
- Question 3 : Comment la démocratie américaine limite-t-elle les risques d'abus de pouvoir ou de désintérêt vis-à-vis de la vie publique (doc. 2 et 3) ?

Vocabulaire :

Populisme = mouvement politique qui prétend défendre le véritable peuple dont la souveraineté serait confisquée par des élites élues et représentatives considérées comme éloignées de ses intérêts

Démagogie = pratique politique par laquelle le dirigeant manipule le peuple par un discours flatteur ou utilisant les peurs et les frustrations du peuple.

- Question 1 : Comment la démocratie favorise-t-elle la liberté selon Tocqueville (doc. 4) ?

4 La démocratie entre égalisation des conditions et liberté

Aux yeux de Tocqueville, la démocratie est l'égalisation des conditions. [...] L'égalité sociale signifie que toutes les occupations, toutes les professions, tous les honneurs sont accessibles à tous. Sont donc impliquées dans l'idée de démocratie à la fois l'égalité sociale et la tendance à l'uniformité des modes de vie [...]. S'il n'y a pas de différence essentielle de conditions entre les membres de la collectivité, il est normal que la souveraineté soit détenue par l'ensemble des individus. [...]

La liberté des modernes, pour parler à la manière de Benjamin Constant, ne peut donc plus être fondée, comme le suggérait Montesquieu, sur la distinction des ordres et des états. L'égalité des conditions est devenue le fait majeur. La thèse de Tocqueville est dès lors celle-ci: la liberté ne

peut être fondée sur l'inégalité, elle doit donc être assise sur la réalité démocratique de l'égalité des conditions, et sauvegardée par des institutions dont il a cru trouver un modèle en Amérique. [...] Le terme premier qui constitue la notion de liberté, c'est l'absence d'arbitraire. Quand le pouvoir ne s'exerce que conformément aux lois, les individus sont en sécurité. [...] Il ne faut donner le pouvoir absolu à personne. Il faut donc, comme aurait dit Montesquieu, que le pouvoir arrête le pouvoir, qu'il y ait une pluralité de centres de décision, d'organes politiques et administratifs qui s'équilibrent les uns les autres. [...] Autrement dit, il faut que le peuple, autant qu'il est matériellement possible, se gouverne lui-même.

Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Gallimard, 1967.

- Question 2 : Quels risques menacent la démocratie selon Tocqueville (doc. 1) ?



3 Une organisation fédérale afin de décentraliser la décision et les lois

Une élection locale,

George Caleb Bingham, huile sur toile, 1852, Musée de Saint-Louis, Missouri.

Pour Tocqueville les grandes nations sont souvent portées à centraliser le pouvoir, ce qui tend à uniformiser les lois en dépit de la diversité des lieux et des mœurs. Mais les États-Unis d'Amérique ont adopté une constitution fédérale. Les élections locales permettent de prendre des décisions importantes pour la vie quotidienne des habitants (élection du shérif, lois locales...).



- Question 3 : Comment la démocratie américaine limite les risques d'abus de pouvoir ou de désintérêt vis-à-vis de la vie publique (doc. 2 et 3) ?

2 Les contre-pouvoirs démocratiques

Les Américains ont combattu par la liberté l'individualisme que l'égalité faisait naître, et ils l'ont vaincu. Les législateurs de l'Amérique n'ont pas cru qu'il suffisait d'accorder à la nation toute entière une représentation d'elle-même; ils ont pensé que, de plus, il convenait de donner une vie politique à chaque portion du territoire, afin de multiplier à l'infini, pour les citoyens, les occasions d'agir ensemble, et de leur faire sentir tous les jours qu'ils dépendent les uns des autres. C'était se conduire avec sagesse.

[...] C'est donc en chargeant les citoyens de l'administration des petites affaires, bien plus qu'en leur livrant le gouvernement des grandes, qu'on les intéresse au bien public et qu'on leur fait voir le besoin qu'ils ont sans cesse les uns des autres pour le produire.

[...] Les libertés locales, qui font qu'un grand nombre de citoyens mettent du prix à l'affection de leurs voisins et de leurs proches, ramènent donc sans cesse les hommes les uns vers les autres, en dépit des instincts qui les séparent, et les forcent à s'entraider.

Aux États-Unis, les plus opulents citoyens ont bien soin de ne point s'isoler du peuple; au contraire, ils s'en rapprochent sans cesse, ils l'écoutent volontiers et lui parlent tous les jours.

[...] Ainsi le pays le plus démocratique de la terre se trouve être celui de tous où les hommes ont le plus perfectionné de nos jours l'art de poursuivre en commun l'objet de leurs communs désirs.

Alexis de Tocqueville,
De la démocratie en Amérique, 1840.

Conclusion :

- La démocratie américaine est le laboratoire de la démocratie et de l'égalité des conditions selon Tocqueville. Selon lui, l'esprit démocratique est destiné à se généraliser au reste du monde et à remplacer l'ancien monde aristocratique.
- Il alerte néanmoins ses lecteurs sur les fragilités de la démocratie. Ses dérives peuvent aboutir à une « tyrannie de la majorité » ou encore à une « tyrannie douce ».
- L'individualisme, conduisant au désintérêt de la politique, et le conformisme, conduisant à l'absence de capacité critique, peuvent favoriser la prise de pouvoir de démagogues ou de populistes qui peuvent ensuite confisquer le pouvoir et réduire les libertés.
- La démocratie, paradoxalement, peut ainsi devenir « liberticide ».

Devoirs : lire le cours du manuel p. 70 et compléter ses notes.

B) Crise et fin de la démocratie : le Chili de 1970 à 1973

De la démocratie
à la dictature
au Chili (1970-1973)

Photographie de Salvador Allende,
président de la République en 1970.



Une vague de coup d'États : 13 en 1973!

1 L'Amérique latine des années 1960 aux années 1980 :
continent autoritaire, continent révolutionnaire



Alors que l'on ne comptait que 3 régimes militaires sur le continent américain en 1960, les dictatures se multiplient avec le soutien des EU : au Brésil (1964-1985), Chili (1973-1990), Uruguay (1973-1985), Argentine (1966-1983)

Mise en place de l'opération Condor : traque et assassinat des militants de gauche + lutte antiguerilla par les services secrets chilien, argentin, brésilien, bolivien, uruguayen, paraguayen (années 1970-1980)

- Sans compter les dictatures sur les autres continents :
- En Europe :
 - Les démocraties populaires
 - Au Portugal avec Salazar (1932-1968), en Espagne avec Franco (1939-1975), en Grèce (1967)
- En Asie : Chine, Corée du Nord...
- Néanmoins, la crise économique des années 70 remettent en question aussi bien les démocraties que les dictatures. Les contestations se multiplient...
- Devoirs : complète tes notes de l'exposé à l'aide de la leçon et du manuel (p. 60-61, et p. 70)

C) D'un régime autoritaire à la démocratie : le Portugal et l'Espagne de 1974 à 1982

- Problématique : comment s'effectue la transition démocratique que connaissent l'Espagne et le Portugal ?

1) Le Portugal, la « révolution des œillets » (1974)

2) En Espagne, la chute du régime de Franco

a) Causes et contexte

- Dictature depuis la prise du pouvoir par Franco (1936-1939, el Caudillo)
- Malade en 1974, il abandonne les pouvoirs à Juan Carlos de Borbon considéré comme sa marionnette.
- Franco meurt le 20 novembre 1975. Juan Carlos est couronné roi.



◀ De la dictature
à la démocratie :
Juan Carlos
successeur de Franco

Photographie de Juan Carlos
et Francisco Franco, à Madrid en 1974.

Conclusion :

- La transition démocratique au Portugal et en Espagne se fait dans un contexte troublé.
- Les nouveaux gouvernements démocratiques doivent gérer les conflits entre les nouveaux partis politiques et les anciens à nouveau autorisés.
- Ces tensions culminent lors de coups d'États qui échouent, mais qui montrent la nécessité de renforcer les institutions démocratiques.
- L'entrée de ces pays dans la CEE (demandée par Soares dès 1977) en 1986 confirme leur transition politique et leur ancrage dans la démocratie.

Devoirs : complète tes notes sur les transitions démocratiques en Espagne et au Portugal en lisant le manuel p. 70 et 71 et en t'appuyant sur la leçon.

III) Objet de travail conclusif : L'Union européenne et la démocratie

- **Introduction :**
- L'idée d'une construction européenne a des origines anciennes et remonte au XIXe s avec l'essor des mouvements révolutionnaires promouvant les libertés et la démocratie (« Printemps des peuples » de 1848), puis l'apparition des 1ers mouvements pacifistes.
- Ce rêve d'union entre les États européens resurgit dans les années 20 (SDN) avant de mourir face à la montée des nationalismes et des fascismes dans les années 30.
- La nécessaire reconstruction d'une Europe détruite par la Deuxième Guerre mondiale après 1945 est l'occasion de relancer l'idée d'une Europe unie débarrassée des conflits qui l'ont tellement ensanglantée dans le passé. Du 7 au 10 mai 1948, plus de 800 représentants favorables à une construction européenne se réunissent au Congrès de la Haye pour relancer le projet d'une Europe unie...

- Plusieurs organisations voient le jour qui privilégient une approche pragmatique : il s'agit d'abord de rapprocher les États européens par projets économiques communs : CECA (1951), création d'un marché commun (CEE)...
- En 1992, le traité de Maastricht crée l'Union européenne et approfondit aussi bien les dimensions économiques (marché unique, monnaie unique) que politiques (citoyenneté européenne, pouvoirs renforcés du parlement) du projet européen.
- Aucune de ces organisations ne choisit clairement entre une simple coopération (unionisme) et une construction supranationale (fédéralisme).

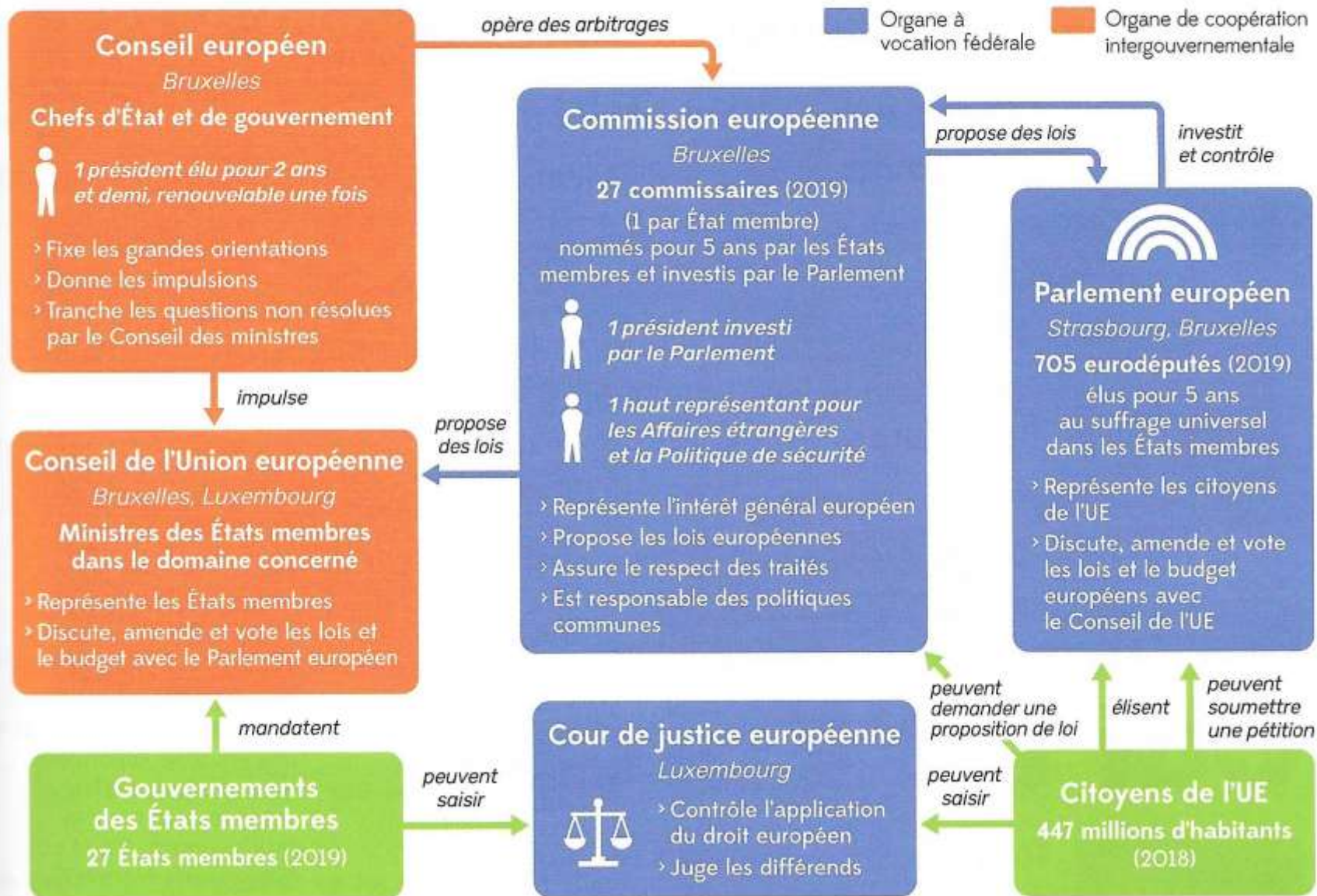
Unionisme = courant européen partisan d'une simple coopération entre États européens sans abandon de souveraineté

Fédéralisme = courant européen qui vise à faire de la construction européenne une union fédérale, c'est-à-dire où les États abandonnent une part de leur souveraineté au profit d'une structure supranationale

A) Le fonctionnement de l'UE : démocratie représentative et démocratie déléguée

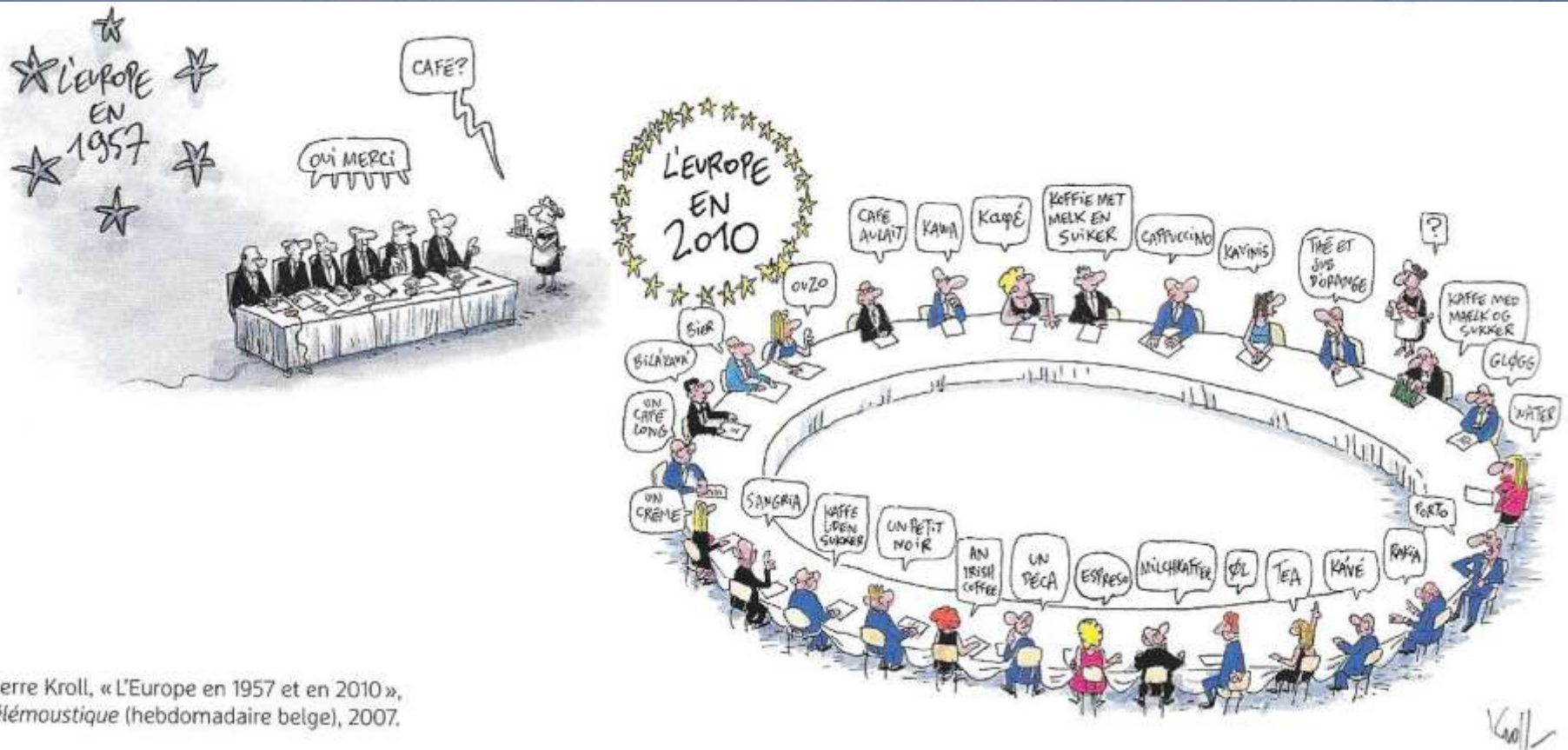
- **Travail de recherche sur le fonctionnement de l'UE** : va sur le site suivant : <https://www.touteleurope.eu> . Tu as 30 minutes pour accomplir les étapes 1 et 2 du travail suivant :
- Recherche des informations sur le fonctionnement d'une des institutions européennes suivantes :
 - Conseil européen
 - Conseil de l'Union européenne
 - Commission européenne
 - Parlement européen
 - Cours de justice de l'Union européenne
- Rassemble et organise les informations trouvées. Entraîne-toi à les présenter.
- Présentation orale

3 Le fonctionnement des institutions démocratiques européennes



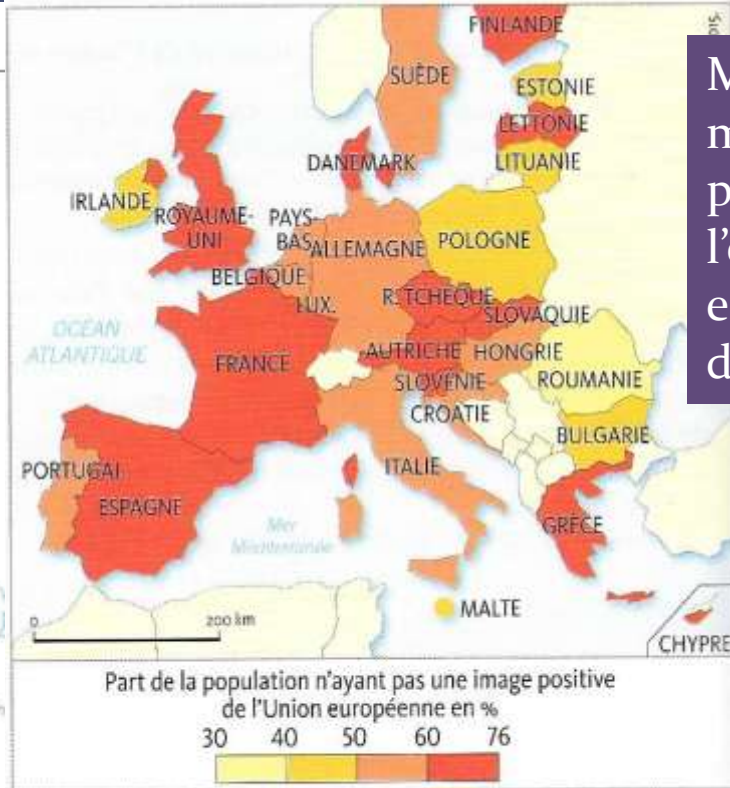
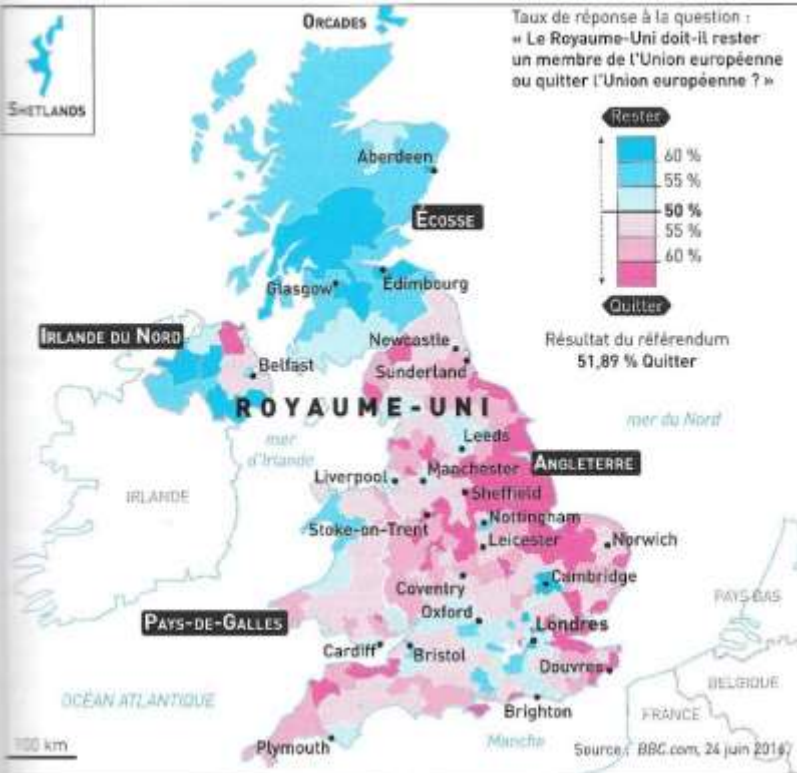
- Par le renforcement des compétences des institutions de l'UE, les différents traités européens, notamment ceux de Maastricht en 1992 ou de Lisbonne en 2007, limitent la souveraineté des États membres.
- Les pouvoirs législatifs et de contrôle de la Commission du Parlement ont été accrus (nomination des commissaires, motion de censure). Les États membres de la zone euro ont aussi par exemple renoncé à leur monnaie nationale.
- Mais d'autres institutions européennes (Conseil de l'UE, Conseil européen) privilégient par contre la coopération entre les États dont l'influence restent ainsi importante (ex : les règles de vote au Conseil de l'UE, doc. 2 p. 78).
- Les parlements nationaux demeurent aussi des partenaires incontournables de l'UE puisqu'ils conservent des compétences dans la manière de transposer les directives européennes dans leur droit national.
- Conclusion : les institutions européennes tentent donc mélanger harmonieusement les conceptions fédéralistes et unionistes qui ont toujours animé la construction européenne. Cet équilibre peut néanmoins parfois s'avérer délicat à tenir et des tensions peuvent survenir entre pays membres ou entre l'UE et les États membres...

B) L'UE face aux citoyens et aux États : les remises en question depuis 1992



Pierre Kroll, « L'Europe en 1957 et en 2010 », *Téléoustique* (hebdomadaire belge), 2007.

- Les élargissements se poursuivent après 1992. En 1995, l'UE accueille l'Autriche, la Suède et la Finlande qui s'étaient jusque-là tenus à l'écart en raison de leur neutralité pendant la guerre froide.
- En 1997, le traité d'Amsterdam fixe les conditions pour l'adhésion des pays d'Europe de l'Est. Ceux-ci font leur entrée en 2004 (pays baltes, Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Slovénie), puis en 2007 (Bulgarie, Roumanie) portant l'UE à 28 membres en 2013 avec l'adhésion de la Croatie.
- Ces élargissements sont très critiqués par ceux qui auraient préféré un approfondissement de l'UE déjà existante. D'autres craignent un déplacement du centre de gravité européen vers l'Est et les difficultés économiques que représente l'intégration de ces nouveaux pays.
- Surtout, ces élargissements sont dénoncés comme le symbole du déficit démocratique de l'UE en raison de l'absence de toute consultation populaire sur ces nouvelles adhésions.

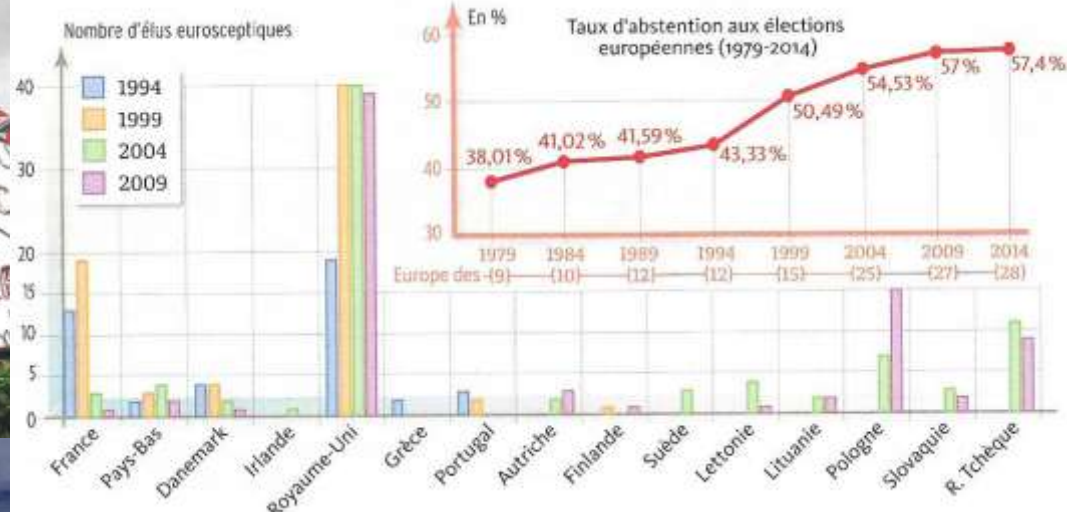


Montrez la montée en puissance de l'euro-scepticisme au sein de l'UE depuis 1992.

3 L'euro-scepticisme au Parlement européen

Le courant euro-sceptique est représenté au Parlement par trois courants: les souverainistes, qui prônent la primauté de la souveraineté nationale sur l'intégration européenne, regroupés dans le groupe parlementaire Europe des Nations; les extrêmes de droite et de gauche; certains partis régionalistes.

2 L'euro-scepticisme dans l'opinion publique européenne

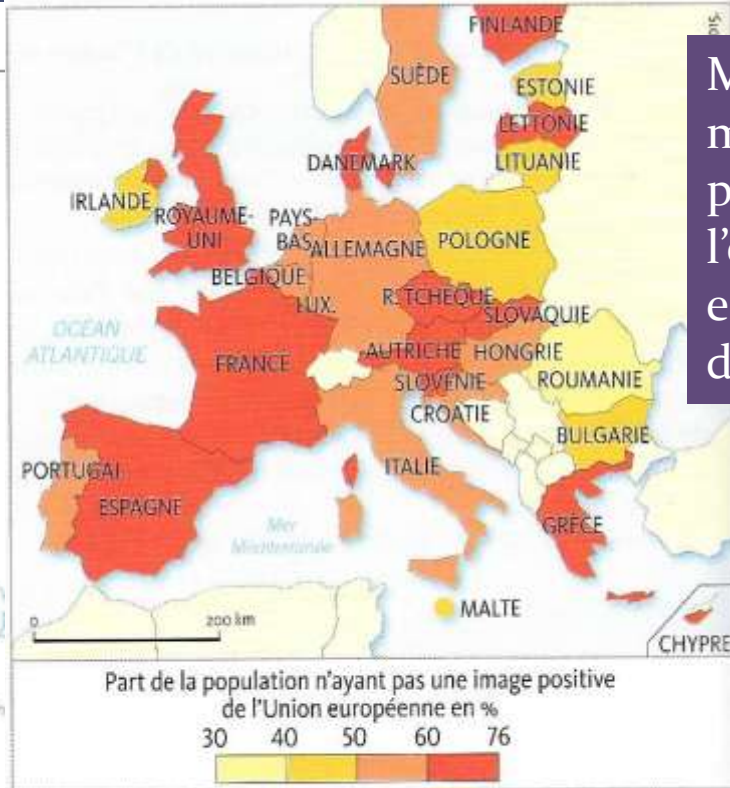
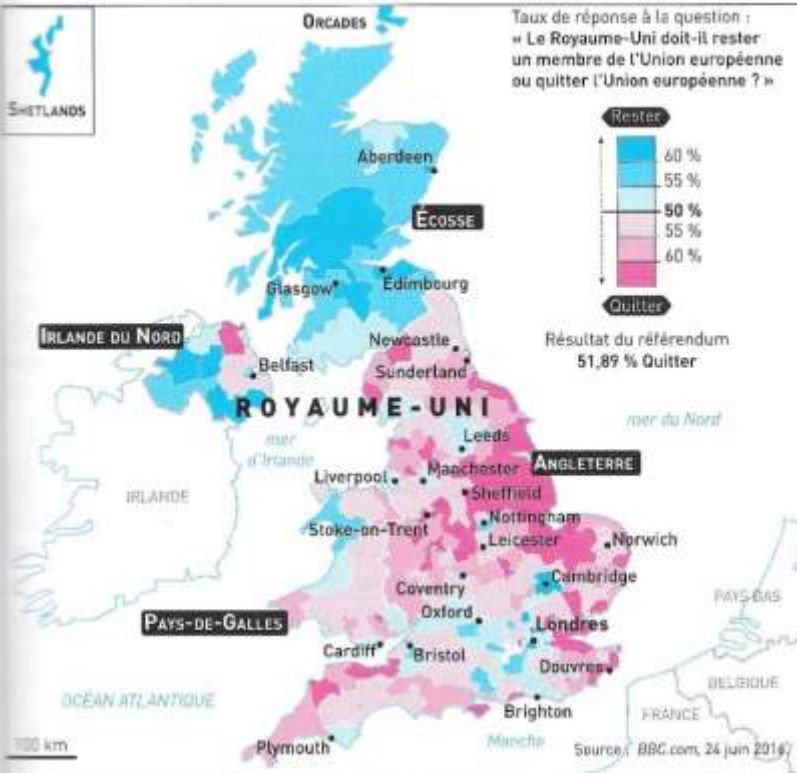


5 Le rejet du traité instituant une Constitution pour l'Europe

Le militant britannique anti-européen Ray Egan habillé en John Bull (sa Marianne britannique), Londres, juin 2006. La victoire du « Non » aux référendums français et néerlandais en 2005 suscite l'enthousiasme des opposants dans toute l'Europe.



EUROPEAN CONSTITUTION

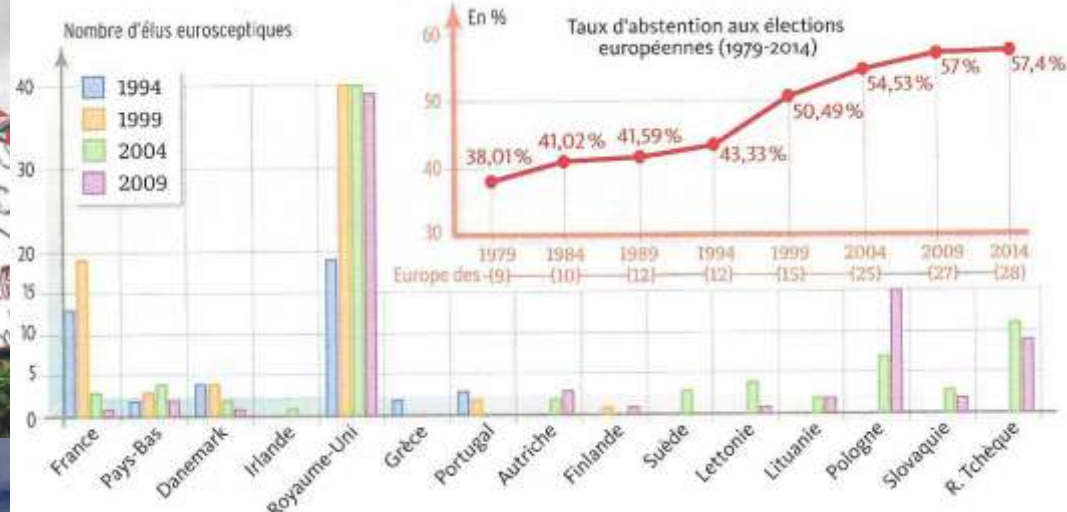


Montrez la montée en puissance de l'euro-scepticisme au sein de l'UE depuis 1992.

3 L'euro-scepticisme au Parlement européen

Le courant euro-sceptique est représenté au Parlement par trois courants: les souverainistes, qui prônent la primauté de la souveraineté nationale sur l'intégration européenne, regroupés dans le groupe parlementaire Europe des Nations; les extrêmes de droite et de gauche; certains partis régionalistes.

2 L'euro-scepticisme dans l'opinion publique européenne



5 Le rejet du traité instituant une Constitution pour l'Europe

Le militant britannique anti-européen Ray Egan habillé en John Bull (sa Marianne britannique), Londres, juin 2006. La victoire du « Non » aux référendums français et néerlandais en 2005 suscite l'enthousiasme des opposants dans toute l'Europe.



2) Des institutions en manque de légitimité démocratique ?

Doc. 8 L'UE est-elle démocratique ?

« Il n'est pas difficile de voir pourquoi les institutions européennes semblent manquer de légitimité démocratique. Seul un organisme de l'UE est élu directement au niveau européen : le Parlement. Ce dernier a beaucoup moins de pouvoir que ses homologues nationaux et son élection, qui a lieu sur un mode décentralisé, ne mobilise que faiblement les électeurs de chaque pays qui choisissent parmi des partis nationaux en fonction de questions nationales plutôt qu'euroennes. La Commission européenne est très largement perçue comme un organe technocratique et lointain. La Cour de justice européenne, constituée de quinze juges nommés, a, en revanche, un pouvoir relativement étendu comparé aux normes européennes. Le Conseil des ministres, la plus puissante des institutions bruxelloises, rassemble des ministres, des diplomates et des officiels de chaque pays qui délibèrent souvent en secret. À la droite de l'échiquier politique, certains trouvent que l'UE empiète sur les libertés individuelles. À gauche, nombreux sont ceux qui voient l'Union comme un retour au XIX^e siècle, à un État néolibéral et fiscalement faible. Les directives européennes promeuvent un élargissement et un approfondissement du marché et ne proposent en compensation qu'un nombre limité de politiques sociales. Pourtant, aucun de ces faits ne permet de remettre en cause la légitimité démocratique des institutions européennes. [...] L'équilibre des pouvoirs inscrit dans la Constitution, le contrôle démocratique indirect *via* les gouvernements nationaux et la montée en puissance du Parlement européen sont des éléments suffisants pour s'assurer du fait que les décisions de l'Union sont, dans presque tous les cas, honnêtes, transparentes, efficaces et adaptées aux demandes des citoyens européens. »

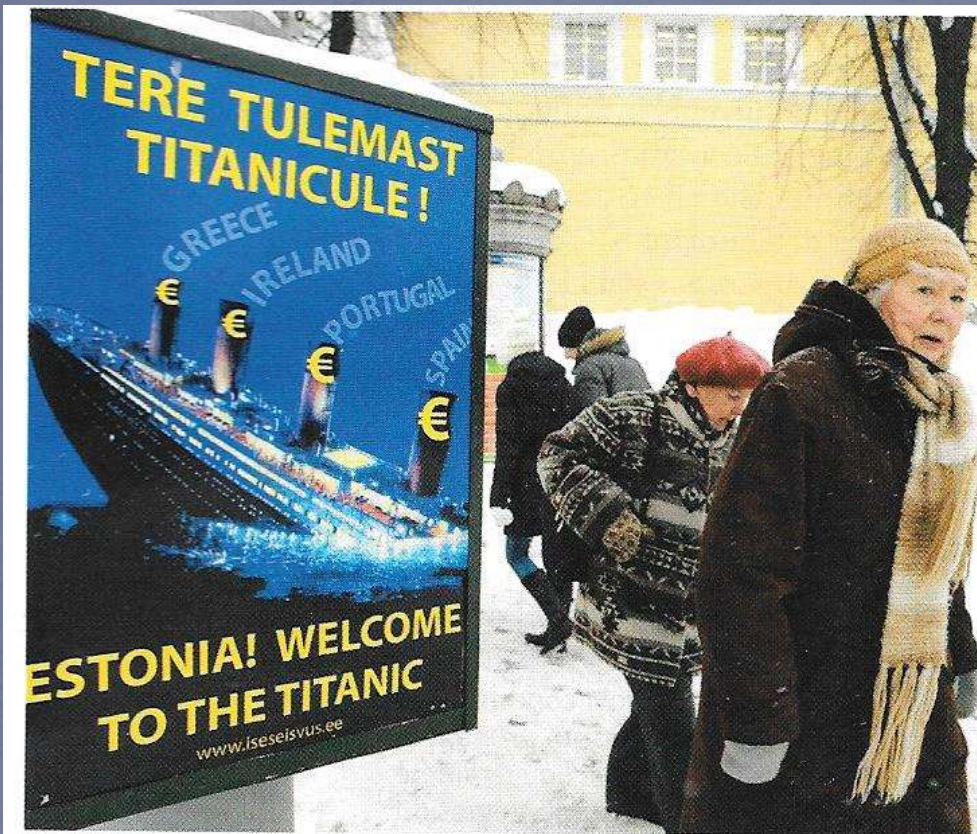
Andrew Moravcsik, «Le mythe du déficit démocratique européen», *Raisons politiques*, n° 2/2003.

Pourquoi certains reprochent-ils à l'UE de n'être pas assez démocratique ?

Que reprochent les partis d'extrême à l'UE ?

Est-ce que l'UE est insuffisamment démocratique selon l'auteur ?

3) Une Union fragilisée par de nombreuses crises



a) Une union économique remise en question

5 La zone euro en crise

«Estonie! Bienvenue à bord du Titanic», affiche des opposants à l'entrée de l'Estonie dans la zone euro, à Tallinn en 2010.

Le 1^{er} janvier 2011, l'Estonie, qui a rejoint l'Union européenne et l'Otan en 2004, est la première ex-République soviétique à rejoindre la zone euro, avec quatre ans de retard sur la date initialement prévue.

2

La démocratie contre les traités ?

En 2008, la dette publique de la Grèce atteint un niveau jugé critique et provoque une profonde crise politique en Europe. Les États membres et l'UE s'affrontent sur le principe d'un remboursement total ou partiel. Après l'élection en Grèce d'Alexis Tsipras, chef d'un parti de gauche radicale qui conteste les modalités de remboursement, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, fait la déclaration suivante :

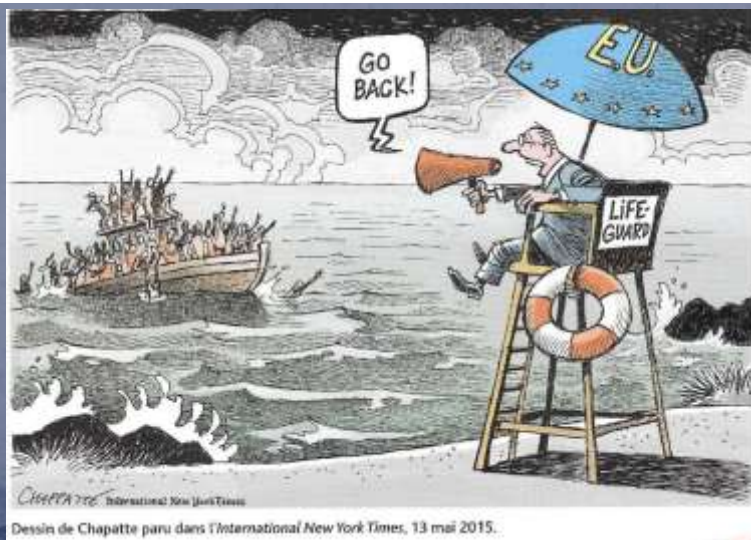
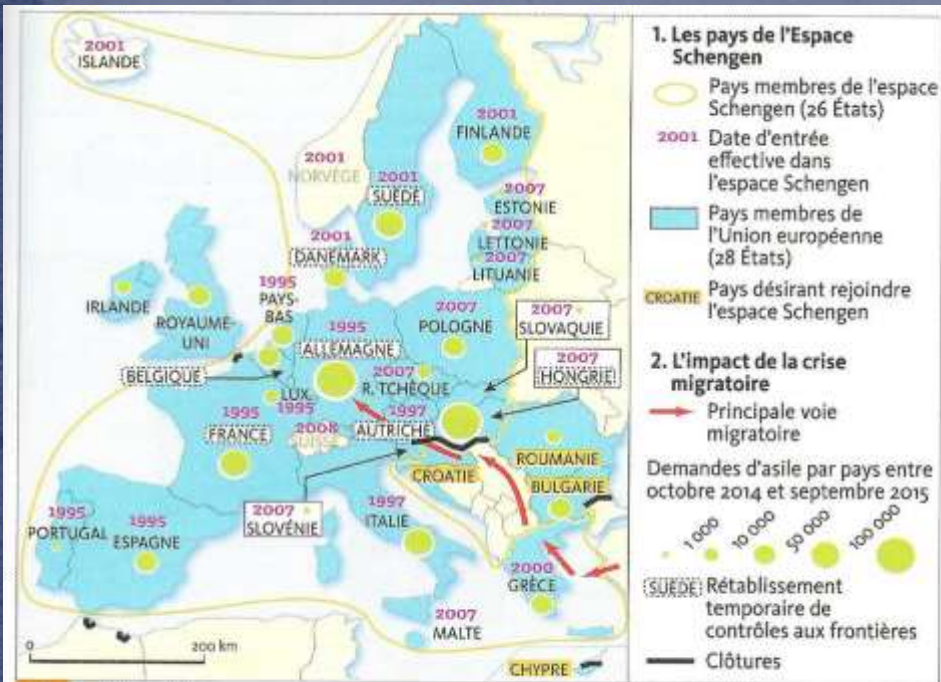
« Comment l'Europe démocratique doit-elle traiter un pays qui décide démocratiquement de sortir du rang ? [...]

Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens. On ne peut pas sortir de l'euro sans sortir de l'Union européenne. À l'inverse, pour revenir, il faudrait que les 28 parlements nationaux soient d'accord, avec à nouveau traité d'adhésion et ratifications. C'est une pure spéculation. Le débat sur la sortie de la Grèce de la monnaie commune est un faux débat. »

Le Figaro, 28 janvier 2015.

- La crise financière de 2008, puis de la dette publique, fragilise l'économie de certains pays membres de l'UE : l'Italie, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et surtout la Grèce. La stabilité économique, financière et monétaire de la zone euro est gravement menacée obligeant les pays européens à établir un plan de sauvetage en tout urgence.
- Un plan d'aide de 750 milliards d'euros est créé pour rassurer les marchés financiers dans le cadre d'un Mécanisme européen de stabilité (MES) instauré en 2012 (siège à Luxembourg).
- La « règle d'or » budgétaire est imposée demandant aux États membres de respecter l'équilibre budgétaire. Cette nouvelle rigueur est imposée à la Grèce qui voit sa souveraineté limitée, ce qui repose la question du fédéralisme. Ces mesures sont dénoncées par les Grecs qui descendent dans les rues.
- Enfin, cette crise financière et budgétaire accroît les tensions et les divisions au sein de l'UE entre les pays principaux contributeurs du budget européens (Allemagne, France) et les pays bénéficiaires (Est, Sud).

b) Vers la fin de l'espace Schengen ?



6 Vers la fin de l'espace Schengen ?

« Que restera-t-il en 2016, au bout de la terrible crise des réfugiés et de la menace terroriste, des valeurs de l'Europe et de l'un de ses principaux symboles, l'espace sans passeport de Schengen ? [...] 2015 a laissé entrevoir une possible mort lente de cette réalisation tellement tangible qu'elle pourrait, si elle était définitivement mise à mal, entraîner dans sa culbute le projet même d'Union. [...] En juin 2015, on aura fêté aussi discrètement que tristement le trentième anniversaire de la signature du texte qui a présidé à la création de « Schengen ». [...] En 2016, les contrôles aux frontières intérieures, instaurés en 2015, vont être prolongés, et les polémiques sans fin sur ceux qui devraient exister aux frontières extérieures ne vont pas se tarir. [...] La Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque ont déclenché un conflit interne à l'Union. [...] L'Italie, et surtout la Grèce un te mps menacée d'une suspension, voire d'une exclusion [...], sont d'autres cibles des pays de destination privilégiés par le million de demandeurs d'asile entrés dans l'Union en 2015. L'Allemagne, la Suède, la Finlande, mais aussi la France leur reprochent les lenteurs dans la création des centres d'enregistrement des migrants [...]. Pour les courants europhobes et eurosceptiques [...] et par contagion pour une partie de la droite européenne, l'échec de la politique migratoire démontre l'inutilité, voire le caractère néfaste de l'espace sans frontières. »

Jean-Pierre Stroobants, « L'espace Schengen joue sa survie », *Le Monde*, 2 janvier 2016.

- La crise migratoire ravive des tensions déjà fortes au sein de l'UE suite aux élargissements vers l'Est, puis à la crise de la dette publique.
- Ces crises nourrissent un euroscepticisme et une xénophobie grandissante. Au-delà de la question de la survie de l'espace Schengen, se pose la question de l'avenir du projet européen dans son ensemble...

c) La montée du populisme et de l'extrême droite

Des procédures engagées contre deux États membres pour violation des droits de l'Homme

« Et de deux ! Après la procédure initiée contre la Pologne par la Commission européenne en décembre 2017, voici le tour de la Hongrie. En effet, le Parlement européen a approuvé à plus de deux tiers – la majorité requise – le rapport de l'eurodéputée néerlandaise Judith Sargentini pour engager une procédure contre ce pays.

Qui eût cru que le mécanisme de respect des droits de l'homme par les États membres prévu à l'article 7 connaîtrait un tel sort ? Longtemps décrit comme une *arme nucléaire*, c'est-à-dire servant davantage à faire peur qu'à être réellement utilisé, le voilà désormais régulièrement brandi.

Pour rappel, cet article permet *in fine* de suspendre les droits de vote d'un État membre en cas de violation des droits de l'homme. En effet, si l'Union européenne, à l'origine économique, s'est longtemps désintéressée de la question des droits de l'homme, elle attache aujourd'hui beaucoup d'importance à cette problématique. Leur respect ainsi que le caractère démocratique d'un État sont d'ailleurs des conditions pour rejoindre l'Union européenne. [...] »



La députée européenne (Verts) Judith Sargentini, rapporteur pour l'État de droit en Hongrie, est applaudie après le vote.

Nicolas Delmas, Article 7 du traité de l'Union européenne : « Voici le tour de la Hongrie ! », *Le Monde*, 13 septembre 2018.

- Répondez aux questions 3 et 4 p. 79
- Identifiez le moyen utilisé par l'UE pour faire respecter les valeurs démocratiques.
- Expliquez les tensions que cela peut engendrer avec les États membres et leurs citoyens.

- A la lumière du document 4, expliquez le sens du dessin.



3

Le bras de fer entre la Commission européenne et certains États membres

Dessin de presse de Tom (Pays-Bas)

En 2018, la tension s'est accrue entre la Commission européenne présidée par Jean-Claude Juncker, gardienne des traités européens et de l'intérêt général de l'UE, et certains États membres, au premier rang desquels la Pologne et la Hongrie. Ces deux États, gouvernés par des partis populistes de droite hostiles à l'UE, sont critiqués pour leurs atteintes à certaines libertés fondamentales et à la séparation des pouvoirs, ainsi que pour leur refus d'accueillir des migrants arrivés en Europe du sud.

- Dans un certain nombre de pays d'Europe centrale et orientale, des partis nationalistes d'extrême droite et eurosceptiques sont désormais au pouvoir (Autriche, Hongrie, Pologne).
- Ailleurs, ils remportent d'importants scores aux élections (Rassemblement National en France, Mouvement des 5 étoiles et le Parti de la Ligue en Italie, l'AFD en Allemagne, Parti pour la Liberté aux Pays-Bas).
- Dans certains cas, cette montée du populisme aboutit à des conflits entre UE et gouvernements nationaux. La Commission européenne a ainsi rappelé à l'ordre la Hongrie, la Pologne et la Roumanie pour des enfreintes aux droits de l'homme et aux principes démocratiques.

Populisme = mouvement politique qui prétend défendre le véritable peuple dont la souveraineté serait confisquée par des élites élues et représentatives considérées comme éloignées de ses intérêts

Conclusion :

Eurobaromètre = ensemble d'études et de sondages organisés au sein de l'UE depuis 1973 par le Parlement européen.

- La construction européenne est la tentative d'union la plus aboutie entre les États d'un même continent et la seule qui ait vraiment l'ambition de créer un espace politique et économique commun.
- De nombreux débats ont rythmé sa formation à propos des élargissements ou de ses institutions entre unionisme et fédéralisme. L'UE constitue aujourd'hui une forme de gouvernance originale, sans équivalent dans le monde, une « Fédération d'États-Nations » (Jacques Delors) hybride à mi-chemin entre institutions étatiques et structure fédérale.
- Mais cette complexité, conjuguée à un déficit démocratique et aux crises financières ou migratoires, explique la montée de l'euroscpticisme.
- Si les Européens ont donc réussi à construire une union économique capitaliste, l'Europe politique semble être à bout de souffle et l'UE peine à susciter un véritable sentiment européen. Une enquête de l'Eurobaromètre de 2018 a ainsi révélé que seuls 42 % des Européens avaient confiance dans ses institutions.

RESSOURCES :

- Films :
- *Démocratie*, Henri Poulain et Julien Goetz, 2018, 90 mn, documentaire qui retrace deux années de lutte d'un élu au sein de la commission européenne pour aboutir à une nouvelle loi sur la protection des données personnelles
- *Monsieur Smith au Sénat*, Franck Capra, 1939, 129 mn.
- *Missing* (fin démocratie au Chili)
- *Democracy*, David Bernet.
- *La bataille du Chili*, Patricio Guzman, 1973 (p. 68) : documentaire sur l'agonie de l'expérience révolutionnaire quelques mois avant le coup d'État
- *No*, Pablo Larrain, 2012 (p. 68) – Drame sur la campagne pour le référendum qui allait chasser Pinochet du pouvoir
- *Santiago, Italia*, Nanni Morretti, 2019 : documentaire sur l'aide apportée par l'ambassade italienne aux opposants du général Pinochet après 1973
- *La bataille pour l'Europe*, d'Achim Scheunert, 2016 : documentaire sur la construction européenne et ses défis actuels <https://www.youtube.com/watch?v=8SBR7tTt7wI>
- *Capitaines d'Avril*, Maria de Medeiros, 2000 : film qui retrace la révolution des œillets et la fin de l'Estado novo, permettant de saisir le rôle joué par l'armée dans la fin de la dictature
- *Le silence des autres*, Almuned Carracedo, Robert Bahar, produit par Pedro Almodovar, 2019 : documentaire qui retrace le combat des Espagnols contre la loi de 1977

- BD :
 - *L'observatrice*, Emmanuel Hamon et Damien Vidal, 2018. (élections au Kirghizstan)
 - *Maudit Allende*, Jorge Gonzales et Olivier Bras, 2015.
- Livre :
 - Pierre Rosanvallon, *Le bon gouvernement*, 2015 : l'état actuel de la démocratie et ses problèmes.
 - Pascal Fontaine, *L'Union européenne*, Le Seuil, « Points », 2012.
- Romans :
 - Lidia Jorge, *Les Mémorables*, Métailié, 2015 : un roman pour revisiter la révolution des Œillets à travers l'enquête de la narratrice, Ana Maria Machado.

- Chili :
 - « Salvador Allende et le coup d'État d'Augusto Pinochet », site *Histoire pour tous*
 - Gilles Bataillon, « Chili, anatomie d'un coup d'État », *Histoire*, n 391, sept. 2013
- Portugal :
 - « Le Portugal, l'Empire oublié », Les Collections de *l'Histoire*, n 63, 2014.
- Espagne :
 - Jordi Canal, *Histoire de l'Espagne contemporaine*, 2017, 6 chapitres
- UE :
 - « L'Europe entre crises et rebond », *Questions internationales*, La Documentation française, 2017.
 - « Une autre Europe est-elle possible ? », hors-série n 70, *Courrier international*, mars 2019.
 - « Europe, la fin ? », hors-série, *Courrier international*, n 61, avril-mai 2017.
 - « L'Union européenne », *Carto*, n 51, janvier-février 2019.